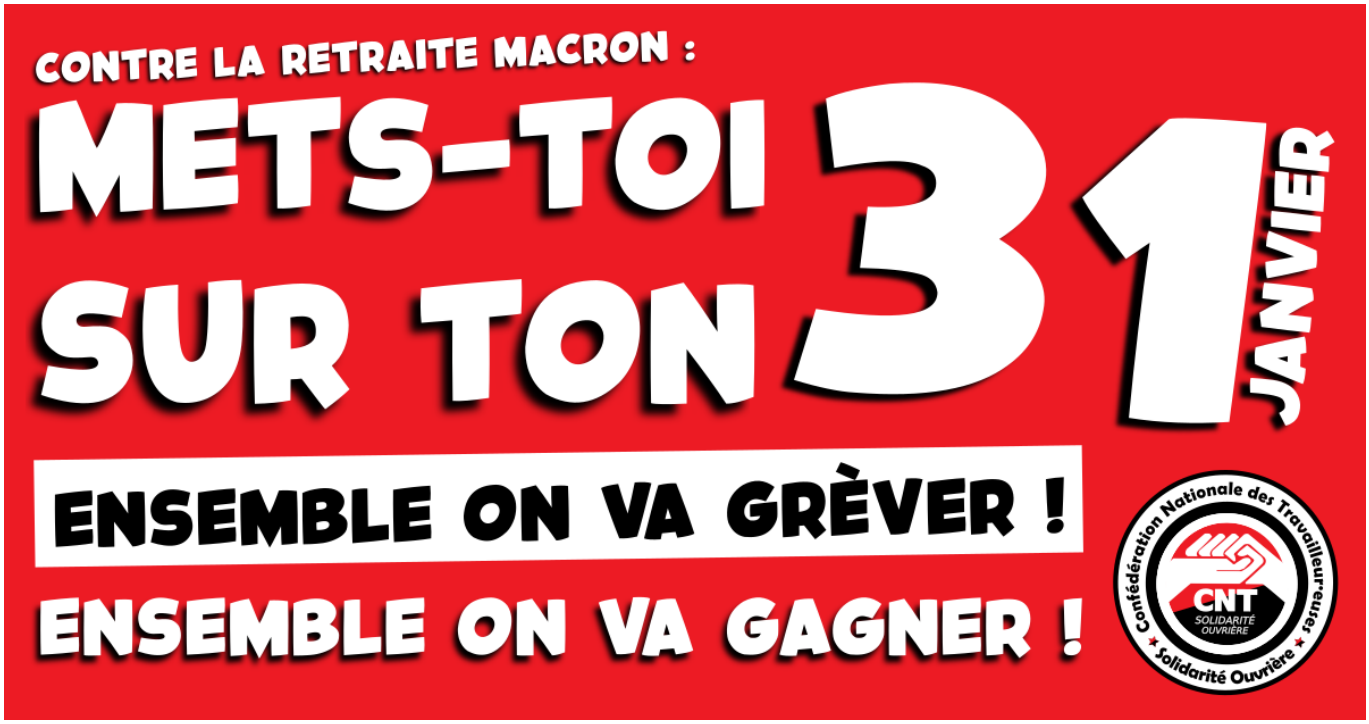
Avec sa réforme, le gouvernement des riches voudrait nous faire bosser plus longtemps ? La réponse des travailleur·euses est claire : c'est NON ! Nous étions près de 2 millions dans les rues avec des taux de grévistes élevés dans de nombreux secteurs pour la grève du 19 janvier.

Un seul jour ne suffira pas, profitons de cet élan pour amplifier le mouvement et faire reculer le gouvernement !

Tous et toutes concerné·es !

Nous sommes **tous et toutes touché·es par cette réforme** qui va décaler l'âge de départ en retraite de 2 années minimum et imposer 43 annuités de cotisation pour l'ensemble des travailleur·euses ! **Cette réforme est injuste, inutile et nuisible.** Elle va impacter encore plus fortement : les plus précaires, les femmes, les seniors, les ouvrier-ères aux métiers pénibles… **Elle va abîmer nos vies** en nous privant d'un temps mérité après le travail et signifie bosser jusqu'à la mort pour une partie d'entre nous. (voir notre argumentaire complet).

Pourtant le système par répartition n'est pas menacé : Il s'agit juste de préserver les profits de la sphère actionnariale et patronale qui exploite notre travail et vit sous perfusion d'argent public. La masse de richesse que nous produisons est largement suffisante, elle doit nous revenir ! La bataille des retraites est à articuler avec le combat pour les salaires et contre les galères de la vie chère : **il est temps d'imposer le partage égalitaire des richesses et du travail !**



Tous et toutes ensemble on va lutter !

La prochaine journée de grève interprofessionnelle est prévue pour le mardi 31 janvier : nous devons en faire une démonstration de force encore plus réussie que le 19 janvier. Pour autant, pour faire reculer le gouvernement sur son projet et gagner de nouveaux droits, nous ne pouvons pas nous enfermer dans un calendrier de grèves perlées : **il faudra se mettre en mouvement ! L'objectif c'est la grève générale !**

La CNT-Solidarité Ouvrière **soutient toutes les initiatives de lutte dans les jours et semaines à venir.** Réunissons-nous sur nos lieux de travail, d'étude ou de vie pour nous organiser et débattre de la grève reconductible, animons des comités de grève, (ré)activons des caisses de solidarité pour

aider financièrement les plus précaires d’entre-nous, multiplions les actions de terrain pour faire monter la pression sur le camp patronal qui va profiter de ce nouveau recul social…

Dans nos entreprises ou services, articulons la question des retraites avec celles de nos conditions de travail et de salaires : tout est lié ! **Organisons un grand mouvement social avec pour seul cap : la répartition égalitaire des richesses et du travail !**

Tout est à nous, rien est à eux !

Retraites, nos revendications immédiates :

Retour sur l’ensemble des contre-réformes depuis 1993 sur les retraites et la Sécu :

- Retour aux 37,5 annuités de cotisations et suppression des décotes.
- Taux de remplacement de 75 % du salaire brut sur la base la plus favorable, 6 derniers mois ou 10 meilleures années.
- Retraite à taux plein à 60 ans pour tous-tes et 55 ans dans les métiers à forte pénibilité.
- Pas de pensions inférieures au SMIC.
- Arrêt des exonérations de cotisations sociales au bénéfice des entreprises.
- Maintien d’un système de protection sociale solidaire et gestion directe des caisses par les travailleur·euses.

Tout est à nous, rien n’est à eux !

Répartition égalitaire des richesses, nos revendications immédiates :

- Revalorisation du SMIC et échelle mobile des salaires, indexation sur l'inflation
- Hausse du point d'indice de la fonction publique indexée sur l'inflation et revalorisation des grilles indiciaires
- Public/privé : revalorisation prioritaire des bas salaires puis augmentations dégressives
- Plafonnement des hauts salaires et augmentations des salaires de base jusqu'à l'égalité salariale
- Revalorisation des pensions, bourses et prestations sociales, indexée sur l'inflation.
- Annulation des dernières réformes sur l'assurance chômage. Extension des droits et accès universel à l'allocation chômage avec un minimum égal au SMIC
- Garantie d'accès aux assurances et protections sociales pour tous-tes les travailleur·euses : artistes-auteurs, auto-entrepreneur·euses uberisé·es. **Des mesures d'urgence :**
- L'État d'urgence social : blocage des loyers, des prix des produits de 1ère nécessité et des factures énergétiques.

Pour la CNT-Solidarité Ouvrière, syndicat révolutionnaire, **notre combat ne saurait s'arrêter à un peu plus de « justice sociale » dans le cadre du système actuel.** Mortifère pour la planète, basé sur l'exploitation du travail du plus grand nombre par une minorité, il n'y a pas de capitalisme à visage humain. **La répartition égalitaire des richesses et du travail ne pourra se faire que dans le cadre d'une rupture avec le capitalisme.** C'est à cette transformation sociale que nous œuvrons.

Les **travailleur·euses peuvent directement gérer la société sans intermédiaires parasites**, parce-que nous produisons tous les biens et services et que nous en sommes les consommateur·trices ou usager·ères ! Nous pouvons nous-mêmes gérer la production, la distribution et les échanges de biens. Nous pouvons nous-mêmes faire fonctionner les services essentiels à la société (éducation, santé, logement, etc.). Ensemble faisons émerger un projet collectif en rupture avec la barbarie capitaliste actuelle ! Construisons un monde dans lequel l'égalité est réelle, tant économiquement que socialement. **Ne comptons que sur nous-mêmes : vive la classe ouvrière !**